



Madame la Rectrice,

Mesdames et messieurs les membres du CTA,

A l'ordre du jour de ce CTA, vous nous avez indiqué vouloir faire un « constat de rentrée ». Le constat, pour l'UNSA Education est sans appel : c'est dans un contexte de crises multiples que s'est ouverte cette année scolaire 2022/2023. Crise écologique avec un climat en évolution effrayante, crise géopolitique qui frappe notre pays de plein fouet, crise économique, qui frappe les plus fragiles et leurs enfants qui nous sont confiés, crise des énergies qui soulève de nombreuses questions quant aux conditions de travail des élèves et des personnels pour l'hiver à venir, crise politique avec l'arrivée en France et dans notre Assemblée Nationale d'une extrême droite qui met déjà à mal notre Démocratie. Crise également de l'attractivité de l'ensemble des métiers de l'Education Nationale : à tous les niveaux, nos métiers peinent à attirer, nous n'avons de cesse de le répéter.

Concernant le constat de rentrée à proprement parlé, bien que les indicateurs retenus présentent une situation favorable, il existe un vrai décalage entre vos chiffres et la réalité. Aux chiffres, nous faisons dire ce que nous voulons : la moyenne d'élèves par classe à 20.3 sur notre Académie reste une moyenne, et la disparité de nos territoires ne peut pas donner un reflet exact de la réalité. Si ces chiffres paraissent satisfaisants, ils cachent aussi un nombre constant de classes sans enseignant faute de remplaçants et par voie de conséquence d'élèves sans apprentissage. L'UNSA Education s'insurge une nouvelle fois devant le manque de postes dans notre Académie, Ce n'est pas parce que, je cite « le nombre d'élèves est en diminution constante pour s'établir à 20,3 » que la situation va en s'améliorant... En ce jour de rentrée, nous nous inquiétons d'ores et déjà pour cette période qui sera sans nul doute ponctuée de très nombreuses journées d'absences d'enseignants non remplacés. Ces élèves sans enseignants sont ensuite répartis entre les enseignants restants, mais comment faire dans les écoles à deux ou trois classes qui ne sont pas minoritaires dans nos territoires ?

Le résultat est une rupture du pacte républicain, trop d'élèves se retrouvent sans les jours de classe que la nation a prévu pour eux, trop d'enseignants voient leurs conditions de travail dégradées. Ce manque critique de remplaçants nous interroge même sur la possibilité de finir l'année scolaire avec un enseignant devant chaque classe ! Oui nous en sommes là ! Des jours de formation annulés ! Des jours de décharge de direction perdus qui permettent pourtant à nos collègues de faire le travail administratif pour

lequel ils n'ont toujours pas d'aide et qui continue de s'alourdir ! Un droit syndical qui est bafoué car désormais quand nous proposons à nos collègues des stages ou des réunions d'information syndicale auxquels ils ont droit, beaucoup ne peuvent malheureusement plus venir car ils savent qu'ils ne seront pas remplacés et que leurs élèves seront confiés à leurs collègues.

Autre inquiétude concernant une baisse assez nette de nos terminales Bac Pro souhaitant une poursuite d'études, la baisse est encore plus nette dans l'enseignement agricole. Que fait-on ? Nous attendons vos analyses car il nous semblait que les ambitions du Bac Pro en 3 ans allaient bien vers la poursuite d'études. Nos inquiétudes sont grandes si nous mettons ce constat en lien avec la transformation de la voie pro, nous estimons qu'elle ne favorisera pas la poursuite d'études mais au contraire une employabilité directe pour répondre aux besoins des professionnels à court terme, en alimentant d'autant plus un déterminisme territorial dont personne ici ne veut. Concernant le projet de réforme de la voie professionnelle justement, qui nous a conduit à boycotter le CTA prévu le 12 octobre dernier, l'unité syndicale sans précédent et l'ampleur de la mobilisation du 18 octobre doivent à minima pousser l'exécutif à s'interroger sur les raisons d'une telle opposition. Si nous ne reviendrons pas ici sur les dangers d'une telle réforme pour une partie de notre jeunesse, l'UNSA Education tient à rappeler qu'un bilan concerté de la réforme précédente est un préalable indispensable à toute nouvelle évolution de la voie professionnelle. Et suite aux annonces gouvernementales concernant la mise en place de groupes de travail, l'UNSA Education exige en préambule de la tenue de ces groupes de travail de revoir les points qui ne fonctionnent pas dans la réforme de 2018 en prolongeant le comité de suivi, d'avoir l'assurance qu'ils permettront un vrai espace de dialogue et de négociation pour améliorer les conditions de travail des enseignants, des élèves et l'image de nos LP, que l'on parle d'amélioration de l'existant et non de nouvelle réforme. Nous resterons fermes sur nos lignes rouges à ne pas dépasser : non à une diminution du temps de formation de nos élèves, non à la disparition de disciplines jugées non fondamentales, et non au fait de toucher au statut des PLP et en particulier en introduisant l'annualisation de leurs horaires.

Nos craintes ne sont donc pas levées et nous restons mobilisés. Ainsi, le SE-Unsa, appuyé par sa fédération l'UNSA Education, appelle à une journée d'actions le jeudi 17 novembre pour la prise en considération de nos propositions sur la voie pro.

Concernant la carte des formations, toujours cette même logique d'une ouverture pour une fermeture qui nous semble à l'œuvre et qui continue de bloquer des dossiers et peut-être la volonté de nos équipes. D'ailleurs où sont ces dossiers ? En CTA, nous continuons d'être destinataires de votre proposition finale, mais quid du dialogue qui

préside à cette décision, pourquoi les dossiers non retenus ne nous sont-ils pas présentés avec les éléments qui ont permis de les écarter ?

Une demande forte de la part de nos collègues concerne également l'attention à porter aux formations à faible effectif, il faut nous affranchir dans nos territoires ruraux d'une gestion stricte des moyens conditionnée aux effectifs. Ces effectifs n'ont pas forcément vocation à être augmentés car ils sont souvent en cohérence sur un territoire donné. Mais nos élèves n'ont pas à faire les frais de ces concurrences budgétaires, ils doivent eux aussi recevoir les meilleures formations possibles avec des taux d'encadrement et des budgets ad hoc.

Les années qui viennent nous obligent tous vis-à-vis de notre jeunesse, de nos enfants, de notre planète et de notre modèle éducatif. L'UNSA Education sera au rendez-vous pour défendre une conception globale de l'éducation qui intègre toutes ses dimensions, Ecole et éducation au sens large, formation professionnelle, éducation populaire, activités physiques et sportives, pratiques culturelles. Nous défendons l'idée qu'aucun enfant ne doit être laissé sur le bord du chemin et que chacun doit se voir garantis un socle commun de connaissances et de compétences à l'issue de sa scolarité obligatoire puis un droit à formation tout au long de sa vie, quel que soit son milieu ou son territoire d'origine.

Restons engagé.e.s pour l'Ecole Publique !